



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 235 – 27 AVRIL 2023



ZOOM SUR ... Les perspectives économiques du FMI pour l'Afrique subsaharienne



LES TITRES A LA UNE

La France, 1^{er} bailleur bilatéral du Sénégal sur les cinq dernières années

En Afrique du Sud, InvestSA dépasse l'objectif de 1 200 Mds ZAR d'investissements sur cinq ans

Côte d'Ivoire : Augmentation de la somme allouée dans le cadre du futur programme avec le FMI

Zimbabwe : Hydrogène de France développe la première centrale à hydrogène vert du pays

LE CHIFFRE À RETENIR

3,6 %

La croissance prévisionnelle en Afrique subsaharienne en 2023 selon le FMI (3,9 % pour les pays émergents et en développement)



TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Conjoncture	3
Environnement des affaires	6
Projets et financements	6
Secteurs d'activités	8
Energies et matières premières	8
Industrie, transport et services	11
Agriculture et agroalimentaire	13
Agenda	15
Contacts	17

Zoom sur...

Les perspectives économiques régionales du FMI pour l'Afrique Subsaharienne en 2023 et 2024

Les perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne publiées par le FMI en avril 2023 font l'état d'une **pénurie de financement dans la région**. Les taux d'intérêt ont grimpé, tandis qu'il n'y a plus d'émissions d'obligations sur les marchés internationaux et que les monnaies de la zone se sont fortement dépréciées vis-à-vis du dollar, **alourdissant ainsi le fardeau de la dette**. D'autre part, les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie maintiennent l'inflation à un niveau élevé.

Les coûts d'emprunt pour les économies africaines ont fortement augmenté alors que **la région connaît des niveaux de dette publique et d'inflation parmi les plus élevés depuis des décennies**. Le FMI estime dans ces conditions que la **croissance de la zone connaîtra un nouveau ralentissement, passant de 3,9% en 2022 à 3,6% en 2023**.

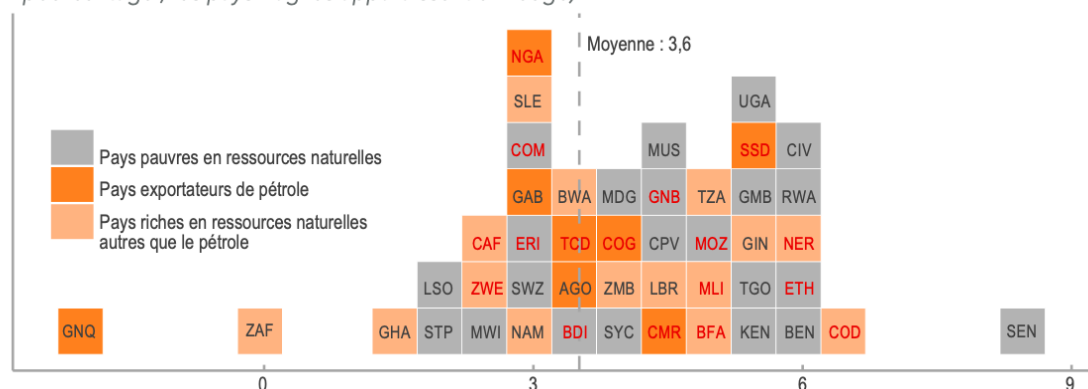
Le tarissement des financements compromet la capacité de plusieurs pays de la zone à remédier aux séquelles laissées par la pandémie et à satisfaire les besoins essentiels de leur population. **Le PIB par habitant n'a toujours pas retrouvé son niveau pré-pandémie et 132 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aigüe en 2022**.

En revanche, **le FMI estime que la croissance devrait repartir en 2024 pour 4/5^{ème} des pays d'Afrique subsaharienne et s'établir à 4,2% pour la région** sous réserve d'un retour à la normale des chaînes d'approvisionnement, d'une décrue de l'inflation mondiale et d'une baisse des cours du pétrole brut. Toutefois, d'important risques baissiers pourraient dégrader ces prévisions. **Un scénario mondial baissier pourrait voir la croissance du PIB réel mondial s'établir 1,8 point de pourcentage en-deçà du niveau du scénario de référence pour 2023 (1,4 point de pourcentage en -deçà pour 2024). Un tel ralentissement s'accompagnerait d'effets désinflationnistes et d'un ralentissement du commerce mondial qui affecterait les économies africaines**.

Le FMI identifie **quatre grandes priorités pour l'action publique** que sont : i) une politique budgétaire tenant compte du durcissement des conditions financières, ii) une politique monétaire répondant à la forte inflation, iii) une gestion des taux de change luttant contre les pressions à la dépréciation et iv) une réponse nécessaire aux défis du changement climatique sans sacrifier les besoins élémentaires pour les populations.

Afrique subsaharienne : croissance du PIB réel, 2023

(En pourcentage ; les pays fragiles apparaissent en rouge)



Source : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale.

Conjoncture

Afrique centrale – La 15^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC

Les six présidents des pays la CEMAC ont participé le 17 mars 2023 au Palais de l'Unité à Yaoundé à la [15^{ème} session ordinaire](#) de la Conférence des Chefs d'Etat de la sous-région. Le Sommet a été marqué par l'annonce de l'élargissement de la réflexion menée par la BEAC et la Commission CEMAC sur la réforme du Franc CFA au niveau des ministères des finances et de l'économie, la création d'une structure de contrôle de qualité de produits locaux dans la zone CEMAC dans le cadre de la stratégie d'import-substitution sous-régionale, le passage à témoin à la Présidence de la CEMAC du Cameroun à la République centrafricaine, la nomination des premiers dirigeants des institutions communautaires.

Afrique de l'Est – Les économies d'Afrique de l'Est sont confrontées à une pénurie de dollars

La demande de devises étrangères a augmenté ces derniers mois, notamment en raison de la hausse des prix des matières premières et de la hausse du service de la dette externe attribuable à la dépréciation de la plupart des monnaies de la région. Au Kenya, en raison de la pénurie de dollars, certaines grandes sociétés de commercialisation du pétrole à Nairobi ne sont plus en mesure de répondre à la demande domestique en carburant. En 2022, selon les estimations du FMI, la couverture des importations kényanes par les réserves de changes a chuté à 3,7 mois d'importations, son plus bas niveau depuis 10 ans. En Ouganda, les réserves n'ont cessé de diminuer depuis juin 2022, passant de 4,5 Mds USD (4,5 mois de couverture des importations) à 3,5 Mds USD en février 2023, en raison des remboursements de la dette extérieure et des sorties de capitaux. Selon la Banque centrale Ougandaise, les réserves

de change s'élèvent actuellement à 3,6 Mds USD (3,6 mois de couverture des importations), soit une légère amélioration par rapport à février 2023. Seule la monnaie tanzanienne s'est appréciée de 0,4% par rapport au dollar, passant de 2 320,6 TZS/USD en janvier à 2 310,2 TZS/USD le 9 mars, selon les données de la Banque de Tanzanie. Une appréciation qui n'a pas empêché les réserves officielles de devises étrangères de tomber à 4,8 Mds USD (4,3 mois d'importations) contre 5,2 Mds USD en janvier.

Afrique de l'Est – Les dirigeants des Banques centrales s'engagent à respecter l'échéance de 2031 pour la monnaie de la CAE

Les gouverneurs des Banques centrales d'Afrique de l'Est se sont retrouvés le 17 mars à Bujumbura à l'occasion de la 26^{ème} réunion ordinaire du comité des affaires monétaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Ils sont convenus d'accélérer la mise en œuvre d'une monnaie commune d'ici 2031, après que l'échéance de 2024 se soit avérée non viable, et ont souligné les progrès réalisés, notamment dans la mise en place de l'Institut monétaire de l'Afrique de l'Est (EAMI) - la future Banque centrale de la CAE qui sera créée fin 2023. Pour rappel, les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la monnaie commune comprennent l'harmonisation des politiques monétaires et de change, l'harmonisation des cadres réglementaires, la mise en œuvre de mesures visant à renforcer les systèmes de paiement régionaux et l'amélioration des cadres de cybersécurité. Le comité a noté qu'il restait beaucoup à faire dans le domaine des systèmes de paiement transfrontaliers et a décidé de poursuivre.

Afrique de l'Ouest – Les réserves de change de l'UEMOA diminuent à 4,4 mois d'importation à fin 2022

A l'occasion de la présentation du rapport annuel 2022 sur le fonctionnement et l'évolution de l'UEMOA, le Président de la commission de l'Union a fait le point sur la situation économique dans la région. Ainsi,

l'UEMOA a enregistré un taux de croissance de 5,8% en 2022, contre 6,1% en 2021. Du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, l'inflation est ressortie à 7,5% en 2022, contre 3,6% en 2021. Ces évolutions se sont traduites par une augmentation des dépenses publiques destinées aux populations vulnérables, ce qui explique une hausse du déficit budgétaire global à 6,1% du PIB en 2022 (contre 5,5% en 2021), et du taux d'endettement de l'Union à 56,9% du PIB en 2022, contre 54,6% en 2021. En outre, les échanges extérieurs de l'Union ont été déficitaires de 2 714,4 Mds FCFA (4,1 Mds EUR), alors qu'ils avaient dégagé un excédent de 475,7 Mds FCFA (725,2 M EUR) en 2021. Enfin, les réserves de change ont baissé de 5,4 mois d'importations de biens et services en 2021 à 4,4 mois en 2022.

Bénin – La croissance a dépassé les 6% en 2022 selon le FMI.

Dans un communiqué publié le 5 avril 2023, les services du FMI ont annoncé avoir trouvé un accord avec le gouvernement béninois dans le cadre de la 2ème revue au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la Facilité élargie de crédit (FEC). Ainsi, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du Fonds, cet accord devrait permettre le décaissement de 68 M USD, portant le total des décaissements cumulés dans le cadre du programme à 360 M USD (sur un total attendu de 638 M USD). Par ailleurs, le taux de croissance de l'économie béninoise est estimé à 6,3% en 2022, sous l'impulsion du secteur de la construction et d'une bonne récolte agricole. Les perspectives sont par ailleurs favorables grâce à l'expansion de la zone économique spéciale et à la modernisation du port tandis que le déficit budgétaire devrait converger vers 3% du PIB en 2025. Enfin, les performances au titre du programme sont jugées solides, tous les objectifs quantitatifs ayant été atteints.

Botswana – La croissance atteint 5,8% en 2022

Selon l'agence nationale des statistiques, le PIB a augmenté de +5,8% en 2022 contre +11,9% en 2021 et la récession spectaculaire de -8,7% en 2020 (année de la crise covid-19). Cette bonne performance de 2022 s'explique par les résultats des activités minières (+7%, soit 1,4 point), des secteurs de l'eau et de l'électricité (+48,6%, soit une contribution positive de +0,6 point), de la production manufacturière (+8,2%, soit 0,4 point) et des ventes de diamants (+17,6%, soit 0,3 point). Les performances minières de 2022 sont portées par un effet prix avec la hausse des prix du charbon (+21,8%), du sel (+21,8%) et du diamant (+7%), ainsi que par un effet volume avec la hausse des quantités extraites (+12,7%) notamment pour l'argent (+200%), le cuivre concentré (+191,3%) et le diamant (+7,9%). L'année s'est achevée avec une croissance de +5,9% au quatrième trimestre (après +5,3% au cours du trimestre précédent) portée par les activités minières.

Ghana – Fitch révisé à la hausse la note de la dette à long terme

L'agence de notation Fitch Ratings a relevé la note de la dette à long terme du Ghana à « CCC » contre « RD », faisant état de l'amélioration des conditions financières sur le marché domestique, même si celles-ci restent fortement contraintes. L'achèvement du programme d'échange de la dette domestique et la reprise des paiements sur les obligations, le 13 mars dernier, ont notamment permis une amélioration de la liquidité sur les marchés face à une réduction du service de la dette. Selon l'agence de notation, les préoccupations en matière de solvabilité restent critiques, l'achèvement du programme d'échange de la dette n'ayant pas permis une baisse significative du ratio dette/PIB. C'est pourtant la capacité du gouvernement ghanéen à retrouver un niveau d'endettement soutenable qui devrait permettre le versement au Ghana de 3 Md USD au titre d'un accord de facilité élargie de crédit négocié avec le FMI. Par ailleurs, si l'amélioration de la confiance sur les marchés s'est matérialisée par une baisse des risques pesant sur les bons du Trésor ghanéens à 91 jours, l'accès fortement

contraint aux marchés financiers internationaux devrait continuer de peser sur les réserves de changes du Ghana et donc sur le cédzi ghanéen.

Mali – L'or représente 90% des exportations au 4^{ème} trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INSTAT), les exportations maliennes se sont établies à 744,4 Mds FCFA (1,1 Md EUR) au 4^{ème} trimestre 2022, en hausse de 41,1% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations se sont établies à 983 Mds FCFA (1,5 Md EUR), soit une progression de 10,7% en g.a. Le principal produit exporté a été l'or (88,5% du total des ventes) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (20,4% des achats), les céréales (7,3%) et les articles minéraux non métalliques manufacturés (6,6%). Enfin, les principaux clients ont été l'Afrique du Sud (39,6% des ventes), la Suisse (38,5%) et l'Australie (9,8%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la Chine (15,9%), la Côte d'Ivoire (14,7%) et le Sénégal (12,4%). Pour l'ensemble de l'année 2022, les exportations du Mali sont estimées à 2 269,8 Mds FCFA (3,5 Mds EUR) et les importations à 3 015,6 Mds FCFA (4,6 Mds EUR).

Nigéria – Les transferts de la diaspora devraient s'accroître en 2023

Selon un rapport de Western Union publié récemment, les transferts de fonds depuis l'étranger vers le Nigéria par la diaspora sont de moins en moins en mesure de couvrir les besoins des destinataires. Ce flux représentait 21 Md USD en 2022, faisant du pays le premier d'Afrique en matière de « rémittences », et le neuvième au monde. Ce chiffre actait un retour au niveau de 2019, après une baisse marquée en 2020 (16 Md USD). Selon Western Union, le volume pourrait encore croître en 2023 en raison d'une hausse des besoins liés à l'inflation, et ce malgré la conjoncture économique globale qui affecte négativement les émetteurs. Les fluctuations de la naira par rapport au dollar causent également des ralentissements ou, à l'inverse, des accélérations des transferts de

manière brutale, au gré des cours de la monnaie nigériane au marché parallèle. Le lancement par Western Union du Global Money Transfer Index vise à évaluer les pratiques des consommateurs nigériens, pour éventuellement faire évoluer l'offre de services, dans un cadre de digitalisation accrue via les paiements mobiles.

Sénégal – Le taux de croissance 2022 estimé à 4% par le FMI

A l'issue d'une mission du FMI au Sénégal du 8 au 14 mars 2023, le chef de mission du FMI a indiqué que la croissance du PIB réel s'est établie à 4% en 2022, contre une prévision initiale de 4,7%. Ce ralentissement s'explique selon le FMI par une campagne agricole et une production industrielle moins favorables. L'inflation moyenne est estimée à 9,7%, son plus haut niveau depuis plusieurs décennies, en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires. Par ailleurs, les subventions à l'énergie ont atteint un niveau record de 692 Mds FCFA (1 Md EUR), soit 4% du PIB. Concernant la dette publique, elle est estimée à 75% du PIB, dont 67,5% du PIB pour le gouvernement central, ce qui reste encore soutenable. Pour 2023, la croissance économique devrait s'accélérer par rapport à 2022, toutefois à un rythme moins soutenu que prévu, et l'inflation devrait baisser à un niveau de 5%. Les perspectives à moyen terme restent favorables grâce notamment au démarrage de la production de pétrole et de gaz.

Somalie – Selon le FMI, la Somalie devrait bénéficier d'un allègement total de sa dette d'ici la fin de l'année

La semaine dernière, le FMI a déclaré que la Somalie progressait vers la réalisation des conditions préalables au point d'achèvement de l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE), notamment en termes d'amélioration des recettes fiscales et de transparence budgétaire. La Somalie rejoindrait ainsi la liste des pays ayant bénéficié d'un allègement total de leur dette au titre de l'initiative, aux côtés du Burundi, du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de l'Éthiopie, parmi 31 autres pays. Pour

rappel, la Somalie bénéficie de l'initiative PPTE depuis mars 2020, qui lui a permis de réduire son stock de dette à 3,7 Mds USD contre 5,2 Mds USD en décembre 2018. En outre, en juillet dernier, la Somalie a reçu un don de 100 Mds USD de la Banque mondiale pour l'aider à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative - condition préalable à un allègement total de sa dette à 557 MUSD, soit environ 10 % de son produit intérieur brut.

Environnement des affaires

Angola – Nouvelle feuille de route pour le programme de privatisation

Par le décret présidentiel n° 78/23 du 28 mars, les autorités angolaises ont prolongé la période d'exécution du programme de privatisation PROPRIV (lancé en 2019) qui s'étend maintenant de 2023 à 2026. Alors que jusqu'à présent seules des entités de taille relativement restreinte avaient pu être privatisées, les 73 sociétés figurant sur la liste actualisée incluent des entités de taille plus importante ainsi que des groupes angolais majeurs tels que Sonangol (hydrocarbures), Endiama (diamant) et TAAG (compagnie aérienne). Pour 2023, le gouvernement prévoit notamment de privatiser Unitel (opérateur télécom), TV Cabo (télécoms), Angola Telecom, la participation de l'État dans la BFA (banque), SGA (gestionnaire des aéroports angolais), Ensa (assurances). Pour 2024, sont prévues notamment les privatisations de Sonangol, Endiama, TAAG et BODIVA (bourse angolaise).

Ghana – Amélioration du climat des affaires pour la première fois en un an

Les données de février indiquent une amélioration de la conjoncture dans le secteur privé ghanéen, mettant fin à une détérioration continue depuis un an d'après

l'indice S&P Global Ghana Purchasing Manager. Cette progression signale une amélioration des conditions économiques liée à un allègement des pressions inflationnistes, à une augmentation de la production et à une amélioration de l'emploi. Les coûts de production ont ainsi augmenté au rythme le plus faible sur un an, permettant de compenser une partie de l'accélération de la hausse des coûts de main d'œuvre résultant des mesures prises par les entreprises en soutien au pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, une première expansion des nouvelles commandes et de la production sur respectivement 12 et 14 mois a été enregistrée, ainsi qu'un rythme de création d'emplois le plus élevé depuis juin 2022. Malgré une amélioration de la confiance des entreprises sur un horizon de 12 mois, nourrie par des perspectives d'atténuation des pressions inflationnistes, les conditions économiques dans le secteur privé restent difficiles, compte tenu de la faiblesse du cédit ghanéen sur les marchés internationaux. A ce titre, après un sommet atteint en janvier, la confiance des entreprises de février est retombée à un plus bas sur 3 mois.

Projets et financements

Afrique du Sud – InvestSA dépasse l'objectif de 1 200 Mds ZAR (60 Md€) d'investissements sur cinq ans

La Conférence sur l'Investissement en Afrique du Sud, InvestSA, qui s'est tenue le 13 avril 2023 à Johannesburg a permis au président Ramaphosa de dépasser son objectif de 1200 Mds ZAR (60 Mds EUR) sur cinq ans et de présenter un nouvel objectif de 2000 Mds ZAR (100 Mds EUR) d'investissement sur les cinq prochaines années. Les quatre précédentes conférences avaient permis d'atteindre 1 140 Mds ZAR (57 Mds EUR) d'investissements, dont près de 70 % sont soit achevés, soit en cours de réalisation. Lors de cette 5e conférence, les investisseurs publics et privés se sont

engagés à financer plus de 400 Mds ZAR supplémentaires. Parmi les annonces, on peut noter 105 Mds ZAR (5 Mds EUR) du fournisseur d'énergie verte Hive Energy, 60 Mds ZAR (3 Mds EUR) de Vodacom dont 16 Mds ZAR pour le développement d'énergies auprès des producteurs indépendants d'électricité, 29 Mds ZAR (1.5 Mds EUR) du minier Anglo American et 15.5 Mds ZAR (800 M EUR) du brasseur Heineken.

Le Président Ramaphosa a réaffirmé que la résolution de la crise énergétique restait la priorité du pays. Il a annoncé des mesures pour faciliter l'accès aux visas pour la main-d'œuvre qualifiée, ainsi que la création d'un comité national de crise logistique. Enfin, il a souligné les efforts réalisés pour lutter contre le crime et la corruption.

Côte d'Ivoire – Augmentation de la somme allouée dans le cadre du futur programme avec le FMI

Dans un communiqué du 5 avril 2023, les services du FMI ont annoncé une augmentation de la somme allouée au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) à 3,5 Mds USD, soit 400% de la quote-part pour soutenir le programme économique de la Côte d'Ivoire. Cette modification fait suite à une communication intervenue le 15 mars 2023, d'un financement initialement prévu à hauteur de 2,6 Mds USD. Pour rappel, le programme visera entre autres à : (i) renforcer la mobilisation des recettes afin de créer un espace budgétaire pour les dépenses sociales, la sécurité et les investissements ; (ii) encourager la promotion d'une croissance inclusive tirée par le secteur privé.

Congo – Hausse des engagements de la Banque Mondiale au Congo

La ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale a lancé le 13 mars 2023 les travaux de la revue de performance du portefeuille de la Banque mondiale (BM) au Congo. Il ressort de ces travaux que le portefeuille de la BM au Congo s'élève à 756 M USD (464,8 Mds FCFA) en 2023,

contre 575 M USD (344,5 Mds FCFA) en 2022, soit une hausse de 30%. La BM finance douze projets nationaux au Congo portant principalement sur le développement humain (protection sociale 22% et santé 16%), l'agriculture (13%), le numérique (13%) et l'environnement (8%), notamment dans le cadre de son appui à la mise en œuvre des axes prioritaires du Plan national de développement (PND) 2022-2026.

Ethiopie – Visite du Secrétaire d'Etat américain

Plus de 4 mois après la signature de l'accord de cessez-le-feu entre le gouvernement fédéral éthiopien et les forces tigréennes, le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken s'est rendu en Ethiopie le 15 mars pour constater l'état d'avancement du processus de paix et rappeler l'engagement et les positions américaines en Ethiopie pour l'année 2023. Il a premièrement annoncé une enveloppe additionnelle de 331 M USD d'aide humanitaire, ce qui vient porter l'aide humanitaire américaine totale pour l'Ethiopie à plus de 780 M USD en 2023 (contre plus de 1,7 Md USD en 2022). S'agissant des relations commerciales éthio-américaines, Antony Blinken confirme le maintien de la suspension de l'Ethiopie de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), suspension qui avait été décidée en novembre 2021 (et effective dès le 1er janvier 2022) en raison de violations répétées des droits de l'homme qui contrevenaient aux conditions d'éligibilité du traité. Le Secrétaire d'Etat américain reconnaît des progrès significatifs pour la paix depuis l'arrêt des combats. Cependant, les Etats-Unis demandent que ces progrès soient poursuivis et approfondis (au travers notamment de la mise en place d'un processus de justice transitionnelle ouvert à tous et exhaustif et de l'arrêt total des violations des droits humains au Tigré) pour pouvoir envisager la levée de la suspension.

Sénégal – La France, 1^{er} bailleur bilatéral du pays

A l'occasion de revue conjointe du cadre de partenariat entre l'Etat du Sénégal et l'Agence française de développement (AFD), tenue le 23 mars 2023, le ministère de l'Economie, du plan et de la coopération a indiqué que la contribution globale de la France sur la période 2019-2023 était estimée à 1,5 Md EUR, ce qui fait d'elle le 1er bailleur bilatéral du pays. Ce partenariat entre les deux pays couvre des domaines prioritaires de l'agenda de l'Equipe France tels que la santé, l'éducation, la formation professionnelle, les infrastructures de base, l'eau, l'électricité, ou l'accès au numérique. Pour les années à venir, le gouvernement sénégalais confirme vouloir poursuivre son partenariat avec l'AFD en se concentrant en priorité sur le financement de la réponse aux principaux défis sociaux.

Seychelles – L'archipel obtient un financement du fonds climatique de l'OPEP de 20 MUSD

Le Fonds de l'OPEP a annoncé l'approbation d'un prêt de 20 MUSD au bénéfice du gouvernement seychellois, visant le renforcement de sa lutte contre le changement climatique à travers des politiques de promotion d'une croissance inclusive et durable. Les mesures à mettre en œuvre comprennent des réformes en matière d'aménagement du territoire, de protection des consommateurs et de réglementation de la pêche. Ce prêt est une composante d'un financement climatique global de 320 MUSD qui a également bénéficié à la Colombie (150 MUSD), l'Inde (100 MUSD) et l'Arménie (50 MUSD).

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Afrique du Sud – Record de projets solaires et éoliens enregistrés en mars 2023

[Le régulateur national de l'énergie \(Nersa\) a enregistré en mars 2023 1308 MW de nouvelles capacités venant de projets solaires et éoliens.](#) Cette augmentation record du nombre de projets s'explique principalement par la fin de l'obligation de licence pour les projets de production d'électricité et par l'intensification des délestages. Les 25 projets enregistrés au premier trimestre 2023 représentent une capacité de 2 500MW, c'est-à-dire une capacité comparable aux projets attribués dans le cadre de l'appel d'offres public Bid Window 5 du programme de fourniture à Eskom par des producteurs indépendants d'énergie renouvelable (REI4P). Plusieurs projets attribués dans ce cadre sont en cours de closing financier, dont le projet éolien Wolf opéré par JUWI Renewable Energies, qui prévoit une capacité de production totale de 84 MW et devrait être opérationnel au premier trimestre 2024. Le développement des énergies renouvelables se poursuit aussi dans le secteur de l'hydroélectricité, où le département de l'eau et de l'assainissement (DWS) s'apprête à lancer un appel d'offres.

Afrique du Sud – L'industrie minière au plus bas niveau depuis six ans

[Selon l'agence nationale de statistiques \(Stats SA\), la production minière a diminué de -5% en glissement annuel au mois de février \(contre 2,7% au mois de janvier\).](#) L'indicateur enregistre son treizième mois consécutif de contraction et son plus bas niveau de production jamais enregistré au cours des six dernières années, exception faite du mois d'avril 2020, où les mines étaient quasiment à l'arrêt avec la mise en place d'un confinement très strict. Les postes qui ont le plus contribué au recul de la production sont le charbon (-12,6% soit une contribution négative de 3,7 points) et le diamant (-45,3%, soit -2,5 points). A l'inverse, le minerai de fer (+30,6% et +3,1 points) enregistre une croissance positive. Le ralentissement de la production minière s'accompagne d'une baisse des ventes de -

6,9%, alors que le cours des matières premières a diminué. Ce recul est porté par les métaux du groupe platinoïde (-24,1%, soit une contribution négative de -8,3 points), le charbon (-11,4%, soit -3,1 points), les minerais non-métalliques (-29,8%, soit -1,4 point) et les minerais de fer (-7,4% soit -1 point). A l'inverse, la chromite (+128,1%, soit +3,6 points) et l'or (+37,81%, soit +2,1 points) enregistrent une croissance positive. Les difficultés de l'industrie minière, qui reste la colonne vertébrale de l'économie sud-africaine, proviennent à la fois de la crise énergétique et des délestages (avec une production électrique qui atteint des records de pénurie), mais aussi de la réduction des capacités de transports ferroviaires en direction des ports à partir desquels les produits miniers sont exportés en grande partie vers la Chine et l'Inde.

Bénin - Niger – Le Bénin bénéficierait de 490 M USD de recettes fiscales sur 20 ans grâce à l'oléoduc avec le Niger

En marge de la visite officielle du Président du Niger au Bénin, les 13 et 14 mars 2023, ce dernier a rappelé les retombées économiques du projet d'oléoduc entre les 2 pays. Ainsi, l'infrastructure devrait permettre au Niger d'augmenter sa production de pétrole à 110 000 barils par jour (contre 20 000 actuellement) tandis que le Bénin devrait bénéficier de recettes fiscales à hauteur de 490 M USD sur 20 ans. Pour rappel, la mise en service de l'oléoduc est prévue pour fin 2023; l'exécution des travaux étant estimée à ce jour à environ 70-75%.

Ethiopie – Finalisation à 90% de la construction du Grand Barrage de la Renaissance

12 ans après le début des travaux, la construction du Grand Barrage de la Renaissance (GERD) serait achevée à 90% d'après les annonces récentes du Bureau de coordination nationale pour la construction du barrage. Le montant total du projet s'élève à environ 4,8 Mds USD, financé sur

fonds propres de l'Etat et via une importante mobilisation des citoyens éthiopiens et de la diaspora notamment (la contribution de cette dernière serait évaluée à 50 MUSD). Le plus grand barrage hydroélectrique du continent africain devrait accroître les exportations éthiopiennes d'électricité et ainsi générer des devises. Notons que l'Ethiopie fournit déjà de l'électricité à Djibouti ainsi qu'au Soudan et au Kenya. Le pays aurait ainsi exporté l'équivalent de 48 MUSD d'électricité sur les 7 derniers mois de l'année fiscale en cours.

Guinée – Signature du pacte d'actionnaires relatif à la Compagnie du Transguinéen dans le cadre du projet de Simandou

Le Présidence a annoncé le 13 mars 2023 la signature du pacte d'actionnaires relatif à la Compagnie du Transguinéen (CTG) avec les différentes sociétés engagées dans le développement du projet de minerai de fer Simandou. Ce document garantit notamment à l'Etat: (i) la participation non contributive et non dilutive de 15% dans les infrastructures de Simandou (ports et rails); (ii) 15% de parts dans les mines de Simandou conformément au Code minier; (iii) la prise en compte des aspects multi-utilisateurs et multiusages des infrastructures; (iv) la prise en compte du contenu local, en particulier s'agissant d'emplois guinéens y compris sur les plus hautes fonctions managériales, sur l'ensemble des segments d'activité; et (v) la formation pour le transfert de technologies.

Kenya – La production hydroélectrique atteint un niveau bas record en raison de la sécheresse

La production hydroélectrique a atteint un niveau bas record en février en raison de la sécheresse en cours qui a fortement réduit les niveaux d'eau des principaux barrages du Kenya. Les données de l'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (Epra) montrent que la production hydroélectrique a chuté de 64% entre janvier et février passant de

112,7 millions kWh en février, contre 184,7 millions kWh en janvier. L'hydroélectricité est la deuxième source d'énergie du Kenya après la géothermie. Au cours de l'exercice clos en juin 2022, Kenya Power a acheté 26,5 % de son électricité à partir de sources hydrauliques. L'EPRA a été contrainte d'augmenter les prix de l'électricité en février (+2 KES/kWh pour les consommateurs résidentiels) en raison de la plus grande quantité d'énergie thermique injectée dans le réseau pour compenser la baisse de la production d'hydroélectricité, ainsi que d'un shilling plus faible.

Ouganda – L'Ouganda entend débiter la production d'énergie nucléaire dès 2031

Dans une déclaration datée du jeudi 9 mars 2023, la ministre ougandaise de l'Energie et des Minerais a annoncé que le pays visait une production d'au moins 1000 Megawatts d'énergie nucléaire, dès 2031, grâce à sa première centrale qui serait située à Buyende (environ 150 km au nord de Kampala). Ce projet a, en 2021, reçu l'approbation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), après examen par celle-ci du potentiel et des infrastructures nucléaires du pays. Dans sa déclaration, la Ministre a invité la population du district de Buyende à ne pas céder leurs propriétés à des spéculateurs qui voudraient profiter des indemnités à venir du gouvernement.

A date, seule l'Afrique du Sud dispose d'une centrale nucléaire opérationnelle en Afrique, tandis que l'entreprise Rosatom, détenue par l'Etat russe, a entamé l'année dernière la construction d'une centrale nucléaire en Egypte. Toutefois, l'Ouganda fait partie des 7 pays d'Afrique subsaharienne qui se sont engagés à intégrer l'énergie nucléaire dans leur mix énergétique à horizon 2030-2037 -les 6 autres étant le Ghana, le Kenya, le Soudan, le Rwanda, la Zambie et le Nigeria.

C'est pour répondre à un triple objectif (environnemental, social et économique) que le gouvernement souhaite valoriser les gisements d'uranium du pays en développant une filière nucléaire. L'objectif

est de diversifier ses sources d'électricité et accélérer sa transition énergétique, constituant une partie de sa réponse au changement climatique. Par ailleurs, avec une capacité totale de production d'énergie nucléaire de 1500MW, le pays espère satisfaire une demande énergétique en hausse, du fait d'une forte croissance économique attendue en lien avec l'exploitation des réserves pétrolières à venir. Enfin, cette filière devrait aider à répondre aux besoins sociaux croissants du pays, confronté à une croissance démographique soutenue et ambitionnant de passer, selon son plan Vision 2040, d'une société paysanne à une société industrialisée et majoritairement urbaine. Le défi reste cependant de développer les réseaux de transmission et de distribution.

Zimbabwe – Hydrogène de France développe la première centrale à hydrogène vert du pays

[Hydrogène de France \(HDF Energy\) a signé, le 23 mars 2023, un accord avec l'électricien national Zimbabwe Electricity Transmission and Distribution Company \(ZETDC\) pour le développement d'une centrale à hydrogène vert – la première du pays.](#) Le projet Middle Sabi Renewstable, développé dans le district de Chipinge de la province du Manicaland, au sein du Chipangayi Renewable Energy Technology Park (RETPark), devrait produire, d'ici 2024, près de 178 GWhs par an, soit les besoins de 220 000 habitants. Ce projet s'inscrit dans la stratégie zimbabwéenne « Vision 2030 », afin d'encourager le développement par des producteurs d'électricité indépendants de plus de 1 000 MW de projets renouvelables, alors que le pays fait face à un important déficit énergétique.

Zimbabwe – La Société Générale et Absa financent Tharisa à hauteur de 130 M USD pour son projet de mine de platine de Karo

La société minière Tharisa, spécialisée dans le chrome et les métaux du groupe du platine (MGP), a obtenu un prêt de 130 M USD auprès de la Société Générale et de la banque sud-africaine Absa Bank. Cette opération devrait permettre groupe minier d'investir dans de nouveaux actifs et de poursuivre ses objectifs de croissance. Le financement consiste en un prêt à terme de 80 M USD et un crédit renouvelable de 50 M USD, garantis par des contrats d'achat de matières premières. Cotée sur à la Johannesburg Stock Exchange (JSE) et à Londres, Tharisa développe le projet de platine à ciel ouvert de Karo, au Zimbabwe, pour un coût estimé à 390 M USD et qui devrait entrer en service en juillet 2024, avec une production initiale prévue de 194 000 oz, soit près de 5 500 kg/an. Cette levée de fonds fait suite à l'émission réussie d'une obligation à trois ans de 32 M USD cotée à la Bourse de Victoria Falls en décembre 2022. Ce financement fait suite au partenariat également signé en décembre 2022 entre Total Eren, filiale de la compagnie pétrolière française Total Energies, et l'entreprise britannique Chariot pour le développement d'une centrale photovoltaïque d'une capacité de production de 30 MW, destinée à l'alimentation de la mine de platine de Karo.

Industrie, transport et services

Comores – Lancement officiel du projet d'aide à l'inclusion financière de la Banque Mondiale doté de 20 MUSD

Le 16 mars se tenait la réunion de lancement du projet PADSIF, dont l'objectif est de soutenir le secteur bancaire comorien, notamment en stimulant l'inclusion financière. Il entend soutenir les objectifs définis par la Banque Centrale des Comores (BCC) d'atteindre un taux de bancarisation de 70 % dans 5 ans, contre 22 %

actuellement. Ce plan est financé par la Banque Mondiale sous forme de prêt et de subvention à hauteur de 20 MUSD.

Gabon – La BDEAC octroie un prêt de plus de 5 Mds FCFA à Afrijet

La compagnie aérienne Afrijet, acteur majeur du secteur aérien en Afrique centrale, vient de bénéficier de prêts de 8 Mds FCFA (12,2 M EUR), dont 5,3 Mds par la BDEAC (Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale), et le reste par BGFIBank. Cette somme sera utilisée par Afrijet afin d'élargir sa flotte en acquérant de nouveaux avions, remplacer ceux devenus vétustes, et constituer un stock de pièces nécessaires pour l'entretien et la maintenance des avions. Ce prêt de la BDEAC s'inscrit dans le cadre du plan stratégique 2023-2027 de la banque en contribuant à l'intégration économique régionale, notamment en favorisant la connectivité des grandes villes de la CEMAC. Afrijet ambitionne pour sa part dans son plan d'investissement 2022-2026 d'ouvrir de nouvelles liaisons vers le Sénégal, le Nigéria, la République Démocratique du Congo ainsi que l'Afrique du Sud.

Guinée équatoriale – Ouverture du nouvel aéroport de Malabo

Il s'agit d'un nouveau terminal de trois étages bâtis sur un périmètre de 45000 mètres carrés. Il peut accueillir jusqu'à 18 avions et dispose de 6 passerelles d'embarquement. Il est également équipé d'une technologie de pointe en termes de scanners, de capteurs de température humaine et de systèmes de sécurité et d'incendie. Construit par l'entreprise chinoise ABC Construction WEI, pour un coût de plus de 170 Mds FCFA, il est actuellement dirigé par la société publique CEIBA Aéroport, mais sa gestion ainsi que celle des 4 autres aéroports du pays pourrait être privatisée et confiée à Ethiopian Airlines ou American Airlines Corporation.

Kenya – Le secteur de l’eau reste sous-financé et contraint par 1,8 Md USD de dettes

Selon un rapport de la Banque mondiale publié début mars, le secteur de l’eau est financièrement contraint par l’héritage de dettes des fournisseurs de service d’eau et d’assainissement (water service providers – WSP). Ces dettes sont en grande partie des prêts souverains, contractés par les offices régionaux de l’eau (regional water boards) – maintenant appelés Water Works Development Agency – qui devaient être remboursés par les WSP par le biais des recettes tarifaires pour les services d’eau et d’assainissement. Ce modèle de financement, développé avant le processus de décentralisation, n’est plus viable, d’une part parce que les comtés ont contesté les remboursements des prêts, et d’autre part car la plupart des WSP ne sont pas en mesure financièrement d’honorer leurs obligations de prêt. En 2020, les arriérés de paiement au gouvernement national ont été estimés à 1,8 Md USD, réduisant la capacité budgétaire disponible au niveau national pour atteindre les objectifs sectoriels. Le gouvernement du Kenya souhaite en effet atteindre l’accès universel et abordable à l’eau à horizon 2030. Si ce taux d’accès a connu une augmentation ces dernières années, de nombreux efforts restent à poursuivre : le taux d’accès à l’eau s’élevant à 61,6% en 2020. Afin de combler ces gaps, le gouvernement kényan a identifié un ensemble de réformes devant permettre la mobilisation de financements nécessaires à l’atteinte des objectifs 2030, sans augmenter considérablement les dépenses publiques fortement contraintes. Le nouveau cadre d’investissement comprend des pistes de réformes visant à mobiliser jusqu’à 166 Mds KES (1,5 Md USD), incluant entre autres, réduction du taux d’eau non-facturée, augmentation des tarifs, réformes des prélèvements ou le développement de PPP.

République Démocratique du Congo – Lancement des travaux de construction du port de Banana

Les travaux de construction du port en eaux profondes de Banana, dans la province du Kongo Central, pourraient débuter prochainement. L’annonce a été faite par le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, lors de la 90ème réunion du conseil des ministres le vendredi 10 mars 2023. Des avancées auraient été enregistrées dans le cadre de la convention de collaboration portant concession d’un service public sur le port de Banana. La première pierre pour la construction de celui-ci réalisée par DP World, une société des Émirats arabes unis, a été posée en janvier 2022. Le projet comporte quatre phases de travaux, dont le coût global d’investissement est estimé à 1,2 Md USD. La première phase prévoit la construction d’un quai de 600 mètres carrés et de 25 hectares d’espace de stockage pour un coût de 350 M USD.

Namibie – Les difficultés logistiques en Afrique du Sud offrent des opportunités pour le commerce maritime en Namibie

[Les difficultés logistiques et les délestages électriques ne permettent pas une pleine exploitation des ports et des réseaux ferroviaires en Afrique du sud.](#) Cette situation pourrait permettre à la Namibie, grâce à ses ports de Walvis Bay et Lüderitz, de se placer comme porte d’accès alternative pour les pays enclavés de l’Afrique Australe, dont l’approvisionnement transite aujourd’hui principalement par le port de Durban.

Soudan du Sud – Le gouvernement réaffirme le caractère prioritaire du projet LAPSSET

Le gouvernement du Soudan du Sud a élaboré un plan stratégique dans le cadre de la mise en œuvre du projet LAPSSET. Ce dernier est un projet commun au Kenya, à l’Éthiopie et au Soudan du Sud, qui consiste en sept projets majeurs d’infrastructure dans ces pays. Il permet, d’une part, de relier la côte est africaine à la côte ouest africaine

via le port de Lamu au Kenya ; d'autre part, de relier l'Afrique de l'Est à l'Afrique de l'Ouest par un réseau autoroutier plus dense. En plus de ce projet, le Soudan du Sud entend mieux raccorder l'ensemble du pays à la fibre optique, alors que le réseau informatique du pays a récemment été fortement perturbé par des coupures. D'autres projets sont prévus, allant de programmes dans les domaines de l'irrigation, des transports, de la logistique à des études dans les domaines du pétrole et des minéraux.

Agriculture et agroalimentaire

Burkina Faso – Le FMI approuve un financement d'urgence alimentaire de 80,8 M USD

Dans un communiqué publié le 27 mars 2023, le Conseil d'administration du FMI a annoncé l'approbation d'un prêt de 80,7 M USD (60,2 M DTS, soit 50% de la quote-part) au titre du guichet choc alimentaire de la Facilité de crédit rapide (FCR) en faveur du Burkina Faso. Pour rappel, ce financement d'urgence vise à aider le pays à répondre aux besoins urgents de sa balance des paiements et à atténuer l'impact du choc alimentaire sur les plus vulnérables (environ 16% de la population serait en situation d'insécurité alimentaire aiguë). Le pays fait face à de graves difficultés économiques avec un déficit budgétaire qui a atteint 10,2% du PIB et une croissance qui a ralenti à 2,5% en 2022.

Cameroun – Huit unités de transformation de riz vont être construites dans le cadre de la 2ème phase de projet Padfa II

Le [projet](#) de construction de huit unités de transformation de riz s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du Projet d'appui au développement des filières agricoles (Padfa II) cofinancé par le FIDA (Fonds international de développement agricole) et le

Gouvernement camerounais. Le Padfa II a pour but de renforcer la résilience des exploitations agricoles familiales de riz et d'oignons au Cameroun afin de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces unités de transformation de riz devraient principalement être implantées dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest et du Nord-Ouest où le manque d'infrastructures de transformation contraint les riziculteurs à acheminer leurs productions au Nigéria pour qu'elles y soient décortiquées.

Cameroun – Le Cameroun adopte une stratégie pour développer la filière pomme de terre

La stratégie nationale, validée le 7 mars 2023 par le Ministre de l'agriculture et du développement rural, s'articule autour de trois axes principaux : (i) l'amélioration de la productivité, (ii) l'amélioration de la transformation, du stockage et de la commercialisation, et (iii) le renforcement des capacités des acteurs de la filière. Le besoin de financement de cette stratégie est évalué à 40 Mds FCFA dont 60% pour l'investissement et 40% de soutien aux producteurs. Pour rappel, la production de pomme de terre au Cameroun oscille entre 220 000 et 400 000 t sur les 10 dernières années. Cette production demeure insuffisante par rapport à la demande qui a franchi le seuil d'1 million de tonnes par an. Selon les données fournies par le Centre d'innovations vertes pour le secteur agroalimentaire (GIZ-Procisa), cette production serait concentrée dans les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest (80% de la production annuelle de pommes de terre au Cameroun), loin devant l'Adamaoua, au Nord du pays.

Tchad – Aménagement de sites de production agricoles à l'intérieur et autour de la réserve de faune de l'Oudi-Rimé et l'Ouadi-Achim

Le 13 mars à Djeda'a, dans la province du Batha, a eu lieu le lancement des travaux d'aménagement des sites agricoles intégrés

et des activités du projet Albia (Projet de développement local et d'adaptation au Tchad). Ce projet, financé à hauteur de 50 M USD sur 5 ans par la Banque mondiale, vise à améliorer la gestion des ressources naturelles et des moyens de subsistance des populations dans les zones vulnérables aux changements climatiques. Ce sont les villes de Djeda'a (Batha), Arada (Wadi Fira), Kalait (Ennedi Ouest), Kouba Oulanga (Bourkou) et Salal (Barh El Gazel) qui bénéficieront de ces aménagements en raison de leur haut potentiel agricole.

Agenda

9/10 mai 2023	<u>Business Seminar Infrastructures numériques , Abidjan</u>
9/12 mai 2023	<u>Mission Agriculture/Agroalimentaire, Dakar</u>
16 mai 2023	<u>Forum Europe – Afrique, Marseille</u>
16/19 mai 2023	<u>French Agri Days, Bothaville</u>
22/26 mai 2023	<u>French Cyber Days, Afrique du Sud, Botswana</u>
22/26 mai 2023	<u>Mission bailleurs de fonds Ethiopie & Djibouti, Addis-Abeba, Djibouti</u>
Juin 2023	<u>French Renewable Energy Tour, Nairobi, Kigali, Addis Abeba</u>
5/6 juin 2023	<u>Africa CEO Forum, Abidjan</u>
12/15 juin 2023	<u>Tastin'France, Johannesburg, Luanda, Addis Abeba</u>
12/16 juin 2023	<u>Rencontre avec la BAFD, Abidjan, Dakar</u>
14/16 juin 2023	<u>Pavillon France (Mining week), Lubumbashi</u>
19/23 juin 2023	<u>Tastin'France, Nairobi, Douala, Lagos</u>
26/30 juin 2023	<u>Tastin'France, Abidjan, Accra, Cotonou</u>
26/30 juin 2023	<u>Business seminar Smart & sustainable cities, Dakar</u>
Juillet 2023	<u>Mission Tech in Fab Explore & Match, Kenya</u>
Juillet 2023	<u>Inspire & connect Kenya, Nairobi</u>
3/7 juillet	<u>Mission bailleurs de fonds Madagascar & Afrique du Sud</u>
4/5 juillet 2023	<u>Atelier Côte d'Ivoire, Paris</u>
Septembre 2023	<u>French Mobility Days, Dar Ess Salaam, Addis Abeba</u>
Septembre 2023	<u>French EDTECH & HRTECH Tour Afrique, Abidjan, Douala</u>
11/12 septembre 2023	<u>Business Meetings Institutions postales Afrique, Tunis</u>
20/22 septembre 2023	<u>French Agri Days, Innovation Summit, Cape Town</u>
25/29 septembre 2023	<u>Business Expedition Second œuvre, Douala, Lagos</u>
Octobre/novembre 2023	<u>Mission multisectorielle explore & Match, Afrique de l'Est, Madagascar, Maurice</u>
4/5 octobre 2023	<u>Ambition Africa 2023, Paris</u>
7/11 octobre 2023	<u>Business Meeting (Anuga), Cologne</u>

9/11 octobre 2023	<u>Business Seminar Meteorologie, Abuja</u>
9/13 octobre 2023	<u>French oil & gas days, Lagos, Port Harcourt</u>
Novembre 2023	<u>French Maritime Tour, Mombassa, Dar Es Salaam, Zanzibar</u>
Novembre 2023	<u>Business Seminar Ville Durable, Nairobi, Kampala</u>
Novembre 2023	<u>French Mining Days – Rencontres d'affaires, Angola</u>
3/12 novembre 2023	<u>Pavillon France (Sara), Abidjan</u>
7/9 novembre 2023	<u>Business seminar french environnemental, Johannesburg, Cape Town</u>
8/10 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
13 novembre/12 décembre 2023	<u>French Rail tour - rencontre d'affaires, Alger, Abidjan, Conakry</u>
14/15 novembre 2023	<u>Business Seminar SIG, Douala</u>
14/16 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
20/22 novembre 2023	<u>Business Meeting (VIV MEA), Abu Dhabi</u>
23/25 novembre 2023	<u>Ateliers de la coopération consultative et économique, Rendez-vous d'affaires francophones et africains, Bordeaux</u>
27 novembre/ 2 décembre 2023	<u>Africa Games Week 2023</u>
28/30 novembre 2023	<u>Business Expedition Maritime – Douala, Kribi</u>
29 novembre 2023	<u>Emerging Valley, sommet international dédié à l'innovation africaine, Marseille</u>
26/27 avril 2023	<u>Business Meetings (MEDFEL), Perpignan</u>

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola
Contact : François REMOVILLE

Mozambique, Eswatini
Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée
Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIK

RDC, Congo
Contact : Guillaume PREVOST

Gabon, Sao-Tomé
Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles
Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti
Contact : Julien DEFRANCE

Ouganda, Soudan du Sud
Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie
Contact : Annie BIRO

Soudan
Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,
Libéria, Sierra Leone
Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie
Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin
Contact : Jérôme FROUTE

Burkina Faso, Niger
Contact : Béatrice ALPERTE

Mali
Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria
Contact : Pascal FURTH

Ghana
Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)
Pauline Fournel (pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr)
Andrea Scillieri (andrea.scillieri@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>